


















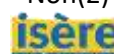









# FICHE ANNEXE N°A4

## RECUPERATION DES SOMMES VERSEES PAR LE DEPARTEMENT

Département de l'Isère / 2021

	Obligation alimentaire	Récupération sur succession	Recours contre le donataire et légataire	Recours contre le bénéficiaire d'un contrat d'assurance-vie. (A titre subsidiaire) (1)	Prise d'hypothèque sur les biens	Recours contre le bénéficiaire revenu à meilleure fortune
<b>Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA)</b> (CASF art.L232-19)	Non	Non	Non	Non	Non	Non
<b>Prestation de Compensation du Handicap (PCH)</b> (CASF art.L245-7)	Non	Non	Non	Non	Non	Non
<b>Allocation Compensatrice-tierce Personne ou pour Frais Professionnelles (ACTP)</b> (CASF art. L245-6)	Non	Non	Non	Non	Non	Non
<b>Aide-ménagère et aide au repas pour les personnes âgées</b> (CASF art. R 132-12)	Non	Non (2) 	Non (2) 	Non (2) 	Non (2) 	Non (2) 
<b>Aide-ménagère et aide au repas pour personnes en situation de handicap</b> (CASF art R132-12 et L241-4, L241-1)	Non	Non (2) 	Non (2) 	Non (2) 	Non (2) 	Non (2) 
<b>Aide sociale à l'hébergement pour personnes âgées</b> (CASF art L132-8)	Oui (3) 	Oui (4) 	Oui (5)	Oui	Oui	Non(2) 
<b>Aide sociale à l'hébergement pour les personnes en situation de handicap</b> (CASF art.L242-10 et L344-5)	Non (6)	Oui (4)(7) 	Non	Non	Oui	Non
<b>Aide à l'hébergement en accueil familial pour personnes âgées</b> (CASF L132-8)	Oui (3) 	Non (2) 	Non (2) 	Non (2) 	Non (2) 	Non(2) 
<b>Aide à l'hébergement en accueil familial pour personne en situation de handicap</b> (CASF art L241-1 et L241-4)	Non (6)	Non (2) 	Non (2) 	Non (2) 	Non (2) 	Non (2) 





# FICHE ANNEXE N°A4

## RECUPERATION DES SOMMES VERSEES PAR LE DEPARTEMENT


Département de l'Isère / 2021

(1) Pour les contrats souscrits par le bénéficiaire de l'aide sociale, et pour les sommes versées au-delà de l'âge de 70 ans pour les successions ouvertes à compter du 30/12/2015.

(2)  Disposition plus favorable que la loi appliquée par le Département de l'Isère.

(3)  Par disposition plus favorable que la loi, le Département de l'Isère ne demande pas d'obligation alimentaire pour :

- les petits enfants et arrière-petits- enfants,
- les ascendants, (grands-parents)
- les gendres et belles-filles veufs et veuves même dans la situation où les enfants issus de l'union sont vivants.

(4)  Par disposition plus favorable que la loi, en Isère, le recours est exercé dans la limite de 90 % de l'actif net successoral du bénéficiaire (et non pas sur la totalité comme le prévoit la loi). Le recouvrement de la créance départementale s'exerce sur l'actif net successoral au premier euro.

(5) La loi prévoit l'exercice de ce recours lorsque la donation est intervenue après la demande d'aide sociale ou dans les 10 ans qui l'ont précédée.

(6) l'obligation alimentaire est maintenue entre conjoint au titre du devoir de secours et d'assistance.

(7) Les sommes versées au titre de l'aide sociale à l'hébergement, ne sont pas récupérées sur la succession lorsque les héritiers du bénéficiaire sont :

- le conjoint,
- les enfants,
- les parents,
- ou la personne qui a accompagné de façon effective et constante la personne handicapée.